

Convention de prestation de services entre la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte et la Régie des eaux de la Provence Verte concernant les communes de La Celle, Méounes-lès-Montrieux et le territoire d'intervention de l'ex SIVU de l'Issole (Forcalqueiret - Sainte-Anastasie sur Issole)

Entre les soussignés,

La Communauté d'Agglomération de la Provence Verte sise 174 Route Départementale 554, Quartier de Paris – 83170 BRIGNOLES, représentée par Didier BREMOND, Président, dûment habilité en vertu de la délibération n° 2021-30 du Conseil communautaire du 26 février 2021

Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération » ou « la CAPV »

D'une part,

Et,

La Régie des Eaux de la Provence Verte, située 12 Boulevard Saint-Louis, 83170 BRIGNOLES et représentée par Gildas BERROU, directeur, agissant en vertu de la délibération n° XXXX du Conseil d'administration du

Ci-après dénommée « la REPV » ou « le prestataire »

D'autre part,

Il est préalablement exposé :

Considérant qu'en application des dispositions des articles L 5216-7-1 et L 5215-27 du CGCT, la Communauté d'Agglomération peut confier, par convention « la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public ».

Considérant que les contrats conclus entre entités appartenant au secteur public, constituant des contrats de quasi-régie ou des contrats de coopération public-public, sont exclus du champ d'application du droit de la commande publique. Il ne paraît en effet pas utile d'exiger la mise en œuvre d'obligations de publicité et de mise en concurrence pour la conclusion de contrats entre un pouvoir adjudicateur et une entité qui, bien que dotée de la personnalité morale, constitue le simple prolongement administratif de celui-ci.

Considérant que la Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE) a ainsi successivement reconnu l'existence des contrats de quasi-régie, qualifiés également de contrats in house, puis des contrats de coopération public-public.

Considérant qu'à la suite des directives de 2014, l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession ont cristallisé la jurisprudence européenne en précisant le régime applicable aux contrats passés entre entités du secteur public.

Considérant qu'en application de l'article 66 de la loi n° 2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, la Communauté d'Agglomération exerce, depuis le 1^{er} janvier 2020, en lieu et place des communes membres les compétences « eau potable » et « assainissement collectif des eaux usées » ;

Considérant que la Régie des Eaux de la Provence Verte (REPV) est un établissement public local à caractère industriel et commercial (EPIC) créé par délibération du conseil communautaire de la Provence verte n° 2020-01 en date du 15 janvier 2020,

Considérant qu'aux termes de ses statuts, la REPV peut effectuer des missions de prestations de services (études, prestations et/ou travaux en matière d'eau potable ou d'assainissement collectif) à la demande de la Communauté d'Agglomération,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

Dans le cadre d'une bonne gestion de la compétence eau et assainissement sur son territoire et permettant de conserver un lien de proximité, la présente convention a pour objet de définir les conditions par lesquelles la REPV assure une prestation de service pour le compte de la Communauté d'Agglomération.

La présente convention a pour objet de confier à la REPV les missions suivantes :

- Commune de La Celle :
 - o Mission Exploitation AEP pour le hameau de Recabelière
 - o Mission AMO Projet pour les travaux sur le réseau d'eau potable et d'assainissement
- Commune de Méounes-lès- Montrieux :
 - o Mission AMO Projet pour les travaux sur le réseau d'assainissement
 - o Mission AMO Projet pour la construction d'une nouvelle station de traitement des eaux usées
- Territoire d'intervention de l'Ex SIVU de l'Issole (production/stockage/transport eau potable pour Forcalqueiret et Sainte-Anastasie sur Issole) :
 - o Mission AMO Projet pour la réalisation de deux forages sur le site des Guines

- Mission AMO Projet pour réalisation, équipement et autorisation d'un forage sur le site de Peiro Countau

Le prestataire s'engage à exécuter les prestations, dont les descriptions figurent à l'article 2, selon les modalités décrites ci-après.

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la REPV seront exécutées, au nom et pour le compte de la CAPV, en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Communauté selon les modalités définies dans la présente convention de prestation de service.

Article 2 : Conditions et déroulement des prestations

Les missions susceptibles d'être confiées à la REPV sont de 4 types :

- 1) Mission d' « Assistance à Maîtrise d'Ouvrage – Assistance Conseil » (AMO Conseil) :
Une telle mission comprend l'exécution par la REPV des prestations suivantes :
 - Conseil auprès de la Commune et de la Direction de l'eau de l'assainissement collectif et des eaux pluviales urbaines (DEAP) en matière d'exploitation et de travaux sur les réseaux et ouvrages,
 - Assistance à la définition des données techniques et financières de projets d'études ou de travaux,
 - Fourniture à la DEAP de la CAPV de toute pièce ou donnée (les livrables) issue de sa mission.
- 2) Mission d' « Assistance à Maîtrise d'Ouvrage – Projet » (AMO Projet) :
Une telle mission comprend l'exécution par la REPV des prestations suivantes :
 - Rédaction, assistance à la passation et gestion technique, administrative et financière des Marchés d'étude et/ou de travaux et autres prestations associées nécessaires (CSPS, contrôleur technique, maître d'œuvre...),
 - Suivi du marché de maîtrise d'œuvre
 - Suivi des marchés travaux en lien avec le maître d'œuvre
 - Fourniture à la DEAP de la CAPV :
 - . de toutes les pièces produites (par elle-même ou par le Maître d'œuvre, le cas échéant) pour validation ou amendement : DCE (pièces administratives et techniques), rapport d'analyse des offres, rapport/plan/donnée produite dans le cadre de la mission et des Marchés,
 - . des rapports et supports de présentation en Commission d'Appel d'Offres de la CAPV
- 3) Mission « Exploitation eau potable » (Exploitation AEP) :
Une telle mission comprend l'exécution par la REPV de l'ensemble des prestations d'exploitation des réseaux et/ou ouvrages de production/adduction/distribution d'eau potable :
 - Exploitation des ouvrages de production, d'adduction et de stockage : surveillance et inspections, entretien préventif et curatif, sur ouvrages et appareillages de contrôle, régulation et mesure,
 - Exploitation des réseaux de distribution : surveillance et inspections, entretien préventif et curatif, sur réseaux et appareillages de contrôle, régulation et mesure,
 - Suivi de la qualité des eaux produites et distribuées conformément aux prescriptions générales et spécifiques en vigueur,
 - Suivi de la supervision des ouvrages et réseaux et capitalisation des données,

- Astreinte pour continuité de service 24h/24 et 7j/7,
- Relève des compteurs semestrielle et établissement de la facturation,
- Permanence clientèle (téléphonique, mail et présentiel dans les locaux de la REPV),
- Instruction documents d'urbanisme
- Instruction DT/DICT
- Production des données nécessaires à la rédaction du RPOS, aux déclarations agence de l'eau, capacité de réseau et SISPEA et transmission à la DEAP de la CAPV pour suite à donner.
- Propositions de travaux

4) Mission « Exploitation assainissement collectif » (Exploitation AC) :

Une telle mission comprend l'exécution par la REPV de l'ensemble des prestations d'exploitation des réseaux et ouvrages de collecte, de transfert et de traitement des eaux usées en assainissement collectif :

- Exploitation des ouvrages de traitement des eaux usées : paramétrage et exploitation des équipements de station de traitement et mise en application des prescriptions en matière d'autosurveillance,
- Supervision de l'autosurveillance de la station d'épuration
- Exploitation des réseaux de collecte : surveillance et inspection, entretien préventif et curatif, sur réseaux et appareillages de contrôle, régulation et mesure, ainsi que sur postes de relevage et de refoulement, déversoirs d'orage et bassins,
- Supervision de l'autosurveillance réseaux, le cas échéant,
- Suivi de la qualité des eaux collectées et traitées conformément aux prescriptions générales et spécifiques en vigueur,
- Suivi de la supervision des ouvrages et réseaux,
- Astreinte pour continuité de service 24h/24 et 7j/7,
- Etablissement de la facturation,
- Permanence clientèle,
- Instruction documents d'urbanisme
- Instruction DT/DICT
- Production des données RPOS, déclarations agence de l'eau et SISPEA avec transmission à la DEAP de la CAPV.
- Propositions de travaux

Dans un premier temps, le prestataire s'engage à fournir les prestations suivantes :

• **Description des prestations Commune de La Celle :**

- 1) Mission Exploitation AEP telle que défini au 3) de l'article 2 pour le hameau de Recabelière

Délai d'exécution prévisionnel : de janvier au 31 décembre 2021

- 2) Mission AMO Projet telle que défini au 2) de l'article 2 pour les travaux sur le réseau d'eau potable et d'assainissement :

. Marché de Maîtrise d'œuvre (Espace Paysage Méditerranée - EPM))

+ Marché travaux (entreprise(s) non retenue(s) à ce jour)

Délai d'exécution prévisionnel : de janvier au 31 décembre 2021

- **Description des prestations Commune de Méounes-lès-Montrieux :**

1) Mission AMO Projet telle que défini au 2) de l'article 2 pour les travaux sur le réseau d'assainissement :

. Marché de Maîtrise d'œuvre (BM Etudes Eau)

. Marché CSPS (AASCO)

+ Marché travaux (entreprise(s) non retenue(s) à ce jour)

Délai d'exécution prévisionnel : de janvier au 31 décembre 2021 avec un Ordre de Service pour démarrage du Marché Travaux pour septembre 2021

2) Mission AMO Projet telle que défini au 2) de l'article 2 pour la construction d'une nouvelle station de traitement des eaux usées :

Délais d'exécution prévisionnels : de janvier 2021 à décembre 2023 avec :

. mai 2021 : Ordre de Service pour démarrage Mission de Maîtrise d'œuvre

. novembre 2021 : fourniture du DCE Marché de Travaux

. mai 2022 : Ordre de Service pour démarrage Marché de Travaux

. décembre 2023 : réception de la station de traitement

- **Description des prestations Territoire de l'ex-SIVU de l'Issole (Forcalqueiret et Ste Anastasie sur Issole) :**

1) Mission AMO Projet telle que défini au 2) de l'article 2 pour la réalisation de deux forages sur le site des Guines :

Marché de Maîtrise d'œuvre (Ingeneria SAS)

Marché de Travaux (Forasud)

Délais d'exécution prévisionnel : de janvier au 31 décembre 2021

2) Mission AMO Projet telle que défini au 2) de l'article 2 pour réalisation, équipement et autorisation d'un forage sur le site de Peiro Countau :

Marché de Maîtrise d'œuvre (Ingeneria SAS)

Délais d'exécution prévisionnel : de janvier au 31 décembre 2021

Article 3 : Modalités financières relatives au remboursement des dépenses de fonctionnement de la REPV

La Communauté d'Agglomération s'engage à rembourser à la REPV les frais liés à la réalisation de la prestation. Le remboursement sera établi sur la base des frais réellement mandatés pour les prestations réalisées.

Le remboursement au réel sera réalisé dans la limite d'un montant plafond fixé annuellement et contradictoirement par les parties.

Ce montant plafond est notamment défini, sur la base des projets d'études et de travaux déjà référencés (s'agissant des missions AMO-conseil ou AMO-projet) et des connaissances techniques acquises sur les territoires concernés (s'agissant des missions d'exploitation AEP ou AC) à la date de la signature de la présente convention.

Chaque année, en septembre, la REPV transmettra à la Communauté d'Agglomération le budget prévisionnel pour la réalisation de la prestation sur l'année n+1. Ce budget prévisionnel constituera le montant plafond annuel à ne pas dépasser.

Le budget prévisionnel sera validé par la CAPV.

En tout état de cause, le montant maximum annuel facturé par la REPV à la Communauté d'Agglomération ne saurait dépasser la somme prévue dans le cadre du budget prévisionnel.

Le budget prévisionnel établi par la REPV sera réalisé conformément à l'évaluation du coût du service rendu.

En cas de dépassement de ce montant maximum (qui serait lié, par exemple, à l'apparition de contraintes non identifiables lors de la signature de la présente convention), les parties se rencontreront afin de faire un point financier spécifique et souscrire un avenant

Pour l'année 2021, ce budget prévisionnel est annexé à la présente convention (Annexe 1).

Les crédits seront prévus sur les budgets annexes eau/assainissement concernés avec un détail par commune.

Les modalités de paiement :

La REPV établira un titre de recette semestriel accompagné des pièces justificatives suivantes :

- Etat semestriel signé par l'ordonnateur faisant apparaître les éléments suivants : objet de la dépense, tiers, numéro de mandat
- Factures d'intervention des entreprises.
- Factures d'achat de fournitures et équipements.
- Pour les prestations effectuées en régie : tableau justificatif du coût de fonctionnement du service comprenant le nombre d'heures réalisées, le coût unitaire global de l'agent comprenant les frais de matériel, bureau, véhicule, siège...

Article 4 – Conditions d'exécution de la prestation

Pendant la durée de la convention, la REPV assure, sous sa responsabilité, pour le compte de la CAPV, la bonne exécution des prestations qui lui sont confiées, incluant, lorsqu'elle interviendra en régie ou supervisera les missions d'un prestataire, la bonne gestion et la maintenance technique des ouvrages dédiés à l'eau potable ou à l'assainissement collectif.

La REPV s'engage à contracter les polices d'assurance nécessaires à couvrir les activités accomplies dans le cadre de la présente convention. Elle devra mettre en œuvre les moyens techniques et humains nécessaires à la bonne gestion, au bon déroulement des missions confiées.

La CAPV s'engage à mettre à disposition de la REPV, l'ensemble des informations nécessaires à la bonne exécution de la convention.

Article 5 – Modalités de contrôle et d'évaluation de la prestation de service

Afin de faciliter la mise en œuvre et le suivi des prestations liées à cette convention, les parties désignent les référents suivants :

- Pour la CAPV : Mme Anne Jérôme, Directrice DEAP
- Pour la REPV : M. Gildas BERROU, Directeur

La prestation de service donne lieu à un bilan mensuel, permettant d'échanger sur :

- Les difficultés éventuelles rencontrées dans la mise en œuvre de la convention ;
- Les interventions techniques réalisées ;
- Et tout autre point jugé utile par les parties.

Article 6 - Durée de la convention

La convention sera conclue pour la durée de l'exécution des missions confiées à la REPV. Elle pourra être modifiée, par voie d'avenant, dans son étendue et ses modalités d'exécution en fonction de la nécessité des missions de prestations confiées par la CAPV et de la législation.

Article 7 - Résiliation

La présente convention prend fin à son terme défini à l'article 2.

Elle se trouverait suspendue ou résiliée de plein droit et sans indemnités d'aucune sorte dans tous les cas reconnus de force majeure.

Elle peut également être dénoncée à tout moment par lettre recommandée avec accusé de réception par l'une ou l'autre des parties en respectant un délai de préavis de 3 mois.

En cas de manquement « du prestataire » à l'une quelconque de ses obligations après mise en demeure restée infructueuse pendant un délai de 8 jours, la « Communauté d'Agglomération » pourra prononcer la déchéance de la convention, sans indemnisation du « prestataire ».

Article 8 - Règlement des litiges

Toute difficulté, à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention qui ne pourrait pas faire l'objet d'un règlement amiable, sera soumise à la juridiction compétente.

Fait à Brignoles,

Le
en 2 exemplaires



Le Président
de la Communauté d'Agglomération
de la Provence Verte

Didier BREMOND



Le Directeur
de la Régie des Eaux
de la Provence Verte

Gildas BERROU